



Industrie
Canada

Industry
Canada

BULLETIN TRIMESTRIEL SUR LA

PETITE

VOL. 1, n° 2

entreprise

<http://strategis.ic.gc.ca/SSGF/mi04698f.html>

GRANDES *tendances*

- Plus de 242 000 emplois nets ont été créés dans les entreprises avec salariés au Canada entre le quatrième trimestre de 1997 et le trimestre correspondant de 1998.
- Le nombre d'entreprises avec salariés au Canada a continué de monter en flèche pour atteindre 1 795 130 en décembre 1998.
- Au quatrième trimestre de 1998, la marge bénéficiaire des moyennes entreprises a été plus élevée que celle des grandes entreprises.
- Les fabricants se montrent plus optimistes quant à leurs perspectives financières pour le prochain trimestre. Près du tiers prévoient un accroissement de leur production au cours des trois mois à venir.
- D'après la Banque du Canada, le volume des prêts accordés aux petites et aux moyennes entreprises par les banques à charte s'établissait à 52,5 milliards de dollars au quatrième trimestre de 1998, soit une baisse de 1,3 % par rapport au volume de 53,2 milliards enregistré au quatrième trimestre de 1997.
- Le nombre de travailleurs indépendants s'établissait à 2 614 900 à la fin du premier trimestre de 1999, soit environ 18 p. 100 des personnes ayant un emploi.
- Le nombre de faillites commerciales a augmenté de 8,3 % au quatrième trimestre de 1998 par rapport au trimestre précédent.

SOURCES DE DONNÉES POUR LES STATISTIQUES SUR LES PETITES ENTREPRISES

Plusieurs sources d'information (elles-mêmes tributaires de leurs propres « sources auxiliaires ») proposent des données sur les petites entreprises. Afin d'aider les clients à mieux comprendre les statistiques sur les petites entreprises, ce numéro du *Bulletin trimestriel sur la petite entreprise* présente les diverses sources d'information et leurs particularités respectives.

Le tableau 1, à la page 2, montre les principales sources de données du bulletin concernant l'emploi et les entreprises. Dans ce qui suit, nous en exposons les éléments distinctifs, soit l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail, l'Enquête sur la population active, le Registre des entreprises et la Dynamique de l'emploi.

Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail

L'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail (EERH) fournit des estimations mesurant les tendances de l'emploi rémunéré d'un mois à l'autre. Les catégories retenues sont fonction des types d'emplois; de la moyenne des gains hebdomadaires et horaires; de la moyenne des heures de travail hebdomadaires à

(suite à la page 2)

SOMMAIRE

Création d'emplois	3
Entreprises avec salariés	3
Rentabilité des entreprises	4
Faits nouveaux	4
Situation des entreprises	5
Coup d'œil sur l'économie	5
Prêts aux entreprises	6
Travail indépendant	6
Faillites commerciales	7

Canada



(suite de la page 1)

l'échelon national, provincial et territorial; du secteur industriel détaillé; de la taille des entreprises.

Contrairement aux données de l'Enquête sur la population active (voir ci-après), les estimations relatives à l'emploi établies selon les entreprises n'incluent pas les membres de la famille non rémunérés, les travailleurs indépendants, les employés absents non rémunérés (p. ex., les travailleurs en grève) ni les associés travaillant dans le cadre d'une entreprise constituée en société ne comptant aucun employé.

Enquête sur la population active

L'Enquête sur la population active (EPA), qui sonde tous les mois quelque 53 000 ménages, porte sur tous les types d'emplois, y compris le travail indépendant.

Registre des entreprises

Le Registre des entreprises regroupe toutes les entreprises canadiennes qui répondent à l'un des critères suivants :

- l'entreprise dispose d'un effectif pour lequel elle verse des cotisations à Revenu Canada;
- son chiffre d'affaire est évalué à au moins 30 000 \$ par an;
- l'entreprise est constituée en personne morale en vertu d'une loi fédérale ou provinciale.

Le Registre des entreprises tient à jour les données sur les entreprises selon leur taille, l'industrie et la région détaillée. Contrairement à l'EPA ou à l'EERH, il ne renferme pas de données sur l'emploi.

Dynamique de l'emploi

La Dynamique de l'emploi (DE) publie des données annuelles sur l'emploi, la rémunération et le nombre d'entreprises comptant des employés à l'échelle nationale, provinciale et territoriale. L'année de référence la plus récente est 1996. Les données sont présentées selon la taille et la situation des entreprises pour les codes à un et à deux chiffres de la Classification type des industries. Les données, qui sont tirées des relevés T4 de Revenu Canada, se rapportent uniquement aux entreprises comptant des employés rémunérés. Bien que les statistiques de la DE accusent un retard de deux ans, il s'agit d'une bonne source de données sur la création d'emplois selon la taille de l'entreprise.

Le bulletin utilise de nombreuses sources de données pour produire des éléments d'information sur la rentabilité des entreprises, leur situation, le travail indépendant, les entreprises avec salariés, les prêts aux entreprises, les faillites commerciales et la situation économique en général. En ce qui concerne la création d'emplois, nous utilisons les données de l'EERH, car elles donnent des renseignements détaillés selon l'industrie et la taille des entreprises (les petites entreprises par opposition aux grandes), ce qui revêt une grande importance du point de vue des petites entreprises.

Tableau 1 : Données sur l'emploi et les entreprises, selon diverses sources

Variables (en milliers)	Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail (EERH)	Enquête sur la population active (EPA)	Registre des entreprises (RE)	Dynamique de l'emploi (DE)
Nombre d'entreprises				
1998	s.o.	-	1 795,1	n.d.
1997	s.o.	-	-	n.d.
1996	s.o.	-	-	941,1
1995	s.o.	-	-	936,9
1994	s.o.	-	-	930,8
Nombre total d'emplois				
1998	11 619,6	14 326,4	s.o.	n.d.
1997	11 299,0	13 940,6	s.o.	n.d.
1996	10 967,2	13 676,2	s.o.	11 743,9
1995	10 876,4	13 505,5	s.o.	11 412,3
1994	10 650,9	13 291,7	s.o.	11 291,8
Travail indépendant				
1998	s.o.	2 525,2	s.o.	s.o.
1997	s.o.	2 487,9	s.o.	s.o.
1996	s.o.	2 266,6	s.o.	s.o.
1995	s.o.	2 135,6	s.o.	s.o.
1994	s.o.	2 111,4	s.o.	s.o.
Source de données	Emplois rémunérés seulement	Tout type d'emplois, compris le travail indépendant	Établissement	D'après les listes de paie

Figure 1 : Nombre d'emplois selon la taille des entreprises au Canada, pour l'ensemble des industries

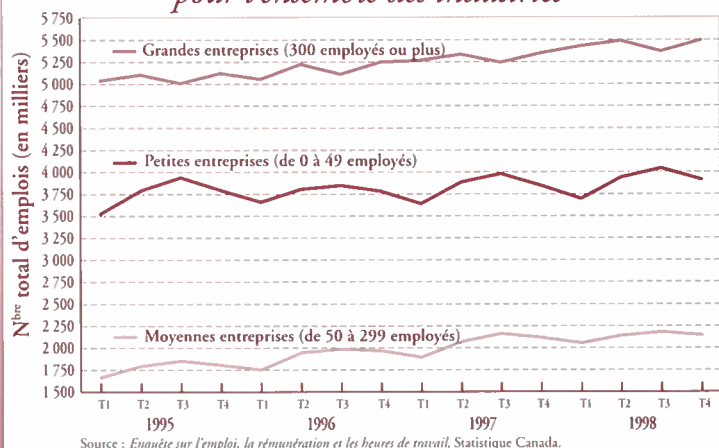
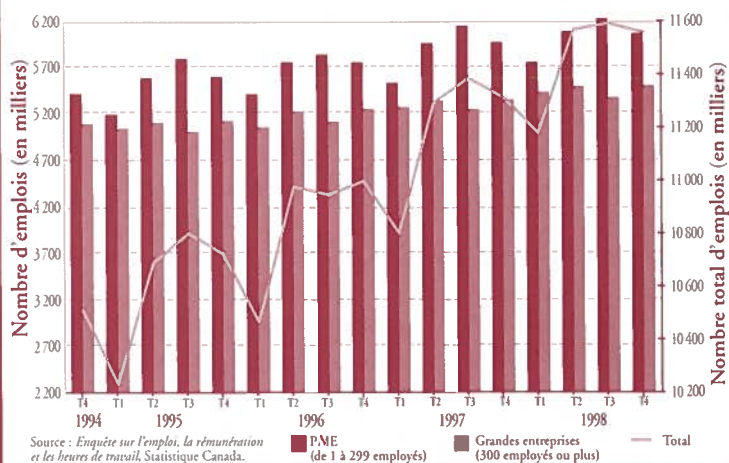


Figure 2 : Nombre total d'emplois au Canada, grandes entreprises et PME



CRÉATION d'emplois

Plus de 242 000 emplois nets ont été créés dans les entreprises avec salariés au Canada entre le quatrième trimestre de 1997 et le trimestre correspondant de 1998, contre 318 021 emplois nets à la même période de l'année précédente. On attribue aux PME près de 40 % de cette croissance.

La figure 1 illustre la variation de l'emploi d'un trimestre à l'autre selon la taille des entreprises (sans compter les travailleurs indépendants). Au cours de la période visée, les petites entreprises ont créé 67 329 emplois nets, comparativement à près de 27 000 pour les moyennes entreprises et à 148 513 pour les grandes. La figure 2 montre l'emploi total ventilé entre les grandes entreprises et les petites et moyennes entreprises (PME).

La plupart des emplois ont été créés dans le secteur des services (54 %). Le secteur de la fabrication arrive au deuxième rang (24 %), suivi de ceux du transport (14 %) et de la construction (13 %). Dans le secteur des mines, le nombre d'emplois affiche une perte nette (10 182 emplois).

ENTREPRISES avec salariés

Le nombre d'entreprises avec salariés a continué de monter en flèche au Canada, pour atteindre 1 795 130 en décembre 1998. D'après le rapport publié en décembre par la Division du registre des entreprises, 77 % des entreprises établies au Canada comp-
taient moins de 5 employés; 86 %, moins de 10; 93 %, moins de 20; et près de 99 % en comptaient moins de 100 (voir le tableau 2).

(suite à la page 4)

Tableau 2 : Quantité d'entreprises selon le nombre d'employés et la province ou le territoire, en décembre 1998

Province ou territoire	Nombre d'employés								
	Indéterminé	1-4	5-9	10-19	20-49	50-99	100-199	200-499	500+
Terre-Neuve	5 601	11 163	3 118	1 792	1 027	315	136	79	49
Île-du-Prince-Édouard	2 464	4 373	1 211	705	440	109	52	27	8
Nouvelle-Écosse	13 412	18 634	5 302	3 597	2 364	664	318	132	75
Nouveau-Brunswick	11 796	16 988	4 480	3 039	1 908	558	279	125	49
Québec	189 702	152 641	37 430	23 150	16 389	5 434	2 307	1 120	600
Ontario	284 813	181 762	55 698	39 487	28 786	9 377	4 585	2 105	960
Manitoba	30 403	19 706	6 198	4 582	3 097	1 017	421	202	104
Saskatchewan	43 555	24 945	7 636	4 848	2 607	647	336	145	67
Alberta	102 709	69 427	21 711	15 655	10 235	2 956	1 291	561	215
Colombie-Britannique	107 461	91 499	27 076	18 522	11 465	3 242	1 382	598	243
Yukon	915	886	346	219	141	33	12	12	2
Territoires du Nord-Ouest	782	957	591	372	231	79	35	17	1
Canada	793 613	592 981	170 797	115 968	78 690	24 431	11 154	5 123	2 373

Source : Division du registre des entreprises, Statistique Canada.



(suite de la page 3)

Environ 58 % des entreprises sont établies en Ontario et au Québec; 36 %, dans les provinces de l'Ouest et les territoires; et 7 %, dans les provinces de l'Atlantique.

Par ailleurs, 13 % des entreprises exercent leurs activités dans le secteur du commerce de détail; 12 %, dans celui des services aux entreprises; 11 %, dans celui de la construction; 10 %, dans celui des autres services; et 8 % dans le secteur de l'agriculture et des services connexes.

RENTABILITÉ des entreprises

Au quatrième trimestre de 1998, la marge bénéficiaire des moyennes entreprises a été plus élevée que celle des grandes entreprises.

Comme le montre la figure 3, qui compare trimestre par trimestre la marge bénéficiaire des moyennes entreprises avec celle des grandes entreprises, la marge bénéficiaire des moyennes et des grandes entreprises a augmenté au cours des deux derniers trimestres de 1998.

Figure 3 : Tendances – Rentabilité des entreprises (Nombre total des industries non financières)



FAITS nouveaux

Faits nouveaux en fiscalité

Taux provinciaux d'imposition des petites entreprises

La plupart des provinces et territoires ont déjà présenté leur budget de 1999. Plusieurs prévoient des changements au taux d'imposition des sociétés privées sous contrôle canadien, applicable à la première tranche de 200 000 \$ au titre du revenu tiré d'une entreprise exploitée activement.

La Colombie-Britannique a annoncé que le taux d'imposition des petites sociétés privées sous contrôle canadien serait ramené de 8,5 à 5,5 % le 1^{er} juillet 1999.

Le Manitoba a également annoncé dans son budget une diminution graduelle du taux d'imposition des sociétés privées sous contrôle canadien. Le 1^{er} juillet 1999, le taux sera ramené de 9 à 8 %, puis à 7 % le 1^{er} janvier 2000. Le taux d'imposition sera par la suite réduit de 1 % par an pour atteindre 5 % le 1^{er} janvier 2002.

Le Nouveau-Brunswick a proposé de ramener de 7 à 6 % le taux d'imposition des petites entreprises le 1^{er} janvier 1999.

Outre ces mesures, plusieurs provinces et territoires ont annoncé des mesures pour faciliter le financement des petites entreprises. Ainsi, le Manitoba, le Nouveau-Brunswick et le Yukon ont annoncé diverses formes de crédits d'impôt pour le capital de risque, en vertu desquels les particuliers investissant dans de petites entreprises de ces régions bénéficieront de crédits d'impôt non remboursables représentant de 5 à 30 % de leur investissement. Le Québec et l'Ontario ont pour leur part annoncé une amélioration des mesures encourageant les investissements dans la recherche-développement.

Impôt sur le revenu des particuliers

Par ailleurs, les propriétaires de petites entreprises non constituées en personne morale peuvent bénéficier de la réduction supplémentaire du taux d'imposition des particuliers et de la surtaxe ou de l'augmentation de l'exonération et des crédits fiscaux annoncées dans la plupart des budgets provinciaux et territoriaux.

Allègement fiscal pour les coûts reliés au bogue de l'an 2000 – Dernière chance

Rappelons que le gouvernement fédéral a annoncé le 11 juin 1998 qu'un allègement fiscal serait accordé aux petites et moyennes entreprises (PME) pour les aider à régler le problème informatique du passage à l'an 2000. En vertu du programme d'allègement annoncé à l'origine, les entreprises avaient droit à une déduction pour amortissement accéléré pouvant atteindre 50 000 \$ au titre des logiciels et du matériel informatique acquis entre le 1^{er} janvier 1998 et le 30 juin 1999 en vue de remplacer les systèmes non adaptés à l'an 2000. Or, la date limite pour l'acquisition de matériel informatique admissible a récemment été reportée au 31 octobre 1999. Pour

(suite à la page 7)

SITUATION des entreprises

Les fabricants se montrent plus optimistes quant à leurs perspectives financières pour le prochain trimestre. D'après l'*Enquête sur la situation des entreprises* publiée par Statistique Canada en avril 1999, près du tiers des fabricants prévoyaient un accroissement de leur production au cours des trois mois à venir. Toujours selon l'*Enquête*, les répondants pensaient pouvoir assumer cette croissance sans modifier la taille de leur effectif.

Comme le montre la figure 4, les moyennes et les grandes entreprises de fabrication étaient dans l'ensemble plus optimistes que les petites entreprises quant à la production pour le deuxième trimestre de 1999.

(suite à la page 6)

Figure 4 : Confiance des fabricants –
Prévisions de la production, prochain trimestre

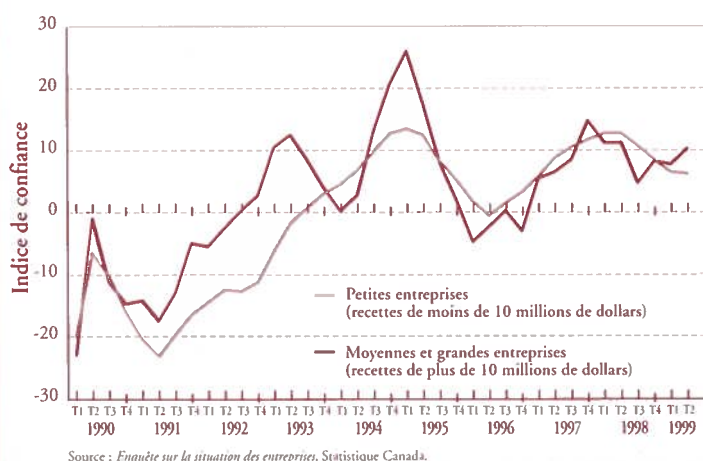
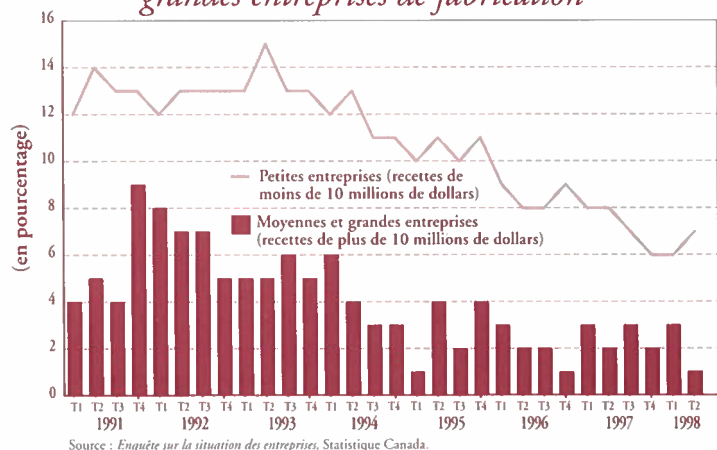


Figure 5 : Problèmes relatifs au fonds
de roulement – Petites, moyennes et
grandes entreprises de fabrication



COUP D'ŒIL sur l'économie

Données en date du 12 mai 1999

Économie. L'économie a progressé de 3,0 % en 1998. Les gains les plus modestes au chapitre de la production ont été enregistrés au cours des deux premiers mois de l'année en cours.

Perspectives. Les perspectives économiques se sont légèrement améliorées au cours des derniers mois. Selon les prévisions établies par le secteur privé en avril, le PIB réel augmentera de 2,8 % cette année, comparativement à 2,1 % en janvier.

Taux de chômage. Le taux de chômage a augmenté d'un demi point pour atteindre 8,3 % en avril. Cette hausse est attribuable à une augmentation considérable du nombre de personnes à la recherche d'un emploi, y compris l'arrivée d'un nombre très élevé d'étudiants au sein de la population active. Après une forte progression à la fin de 1998, la croissance de l'emploi s'est stabilisée.

Inflation. Le taux d'inflation s'établissait à 1,0 % en mars, soit en légère hausse par rapport au taux de 0,9 % enregistré pour l'ensemble de 1998. Le taux de 1998 représente le plus faible taux annuel en 36 ans (sans compter 1994, année où une baisse marquée des taxes sur le tabac a fait diminuer l'indice des prix à la consommation).

Taux d'escompte. La Banque du Canada a réduit le taux d'escompte de 25 centièmes de point le 31 mars et le 4 mai, ce qui a entraîné une baisse correspondante du taux préférentiel et des autres taux se rapportant aux prêts à la consommation et aux prêts hypothécaires. Les taux d'intérêt au Canada sont de nouveau inférieurs au rendement correspondant offert aux États-Unis pour toutes les échéances.

Enquête sur la situation des entreprises. D'après l'*Enquête*, les fabricants étaient généralement optimistes quant aux perspectives de production et d'emploi au deuxième trimestre de 1999. Les fabricants qui prévoient d'accroître leur production au cours des trois prochains mois sont deux fois plus nombreux que ceux qui s'attendent à la réduire.

Dollar canadien. Après avoir atteint, l'automne dernier, le taux le plus bas jamais enregistré, le dollar canadien a repris du poil de la bête ce printemps. Sous l'effet d'une modeste remontée du prix des marchandises, il se négociait à plus de 69 cents américains au début de mai, soit son niveau le plus élevé en près d'un an.

Excédent sur marchandises. L'excédent sur marchandises a atteint 2,7 milliards de dollars en janvier, soit un sommet sans précédent en près de deux ans, en raison de l'augmentation des exportations destinées à la vigoureuse économie américaine. L'excédent a reculé à 2,6 milliards en février, mais il demeure très élevé.

Budget fédéral. Le budget du dernier exercice (1998-1999) était équilibré, après avoir affiché un excédent de 3,5 milliards de dollars au cours de l'exercice précédent. C'est la première fois depuis 1951-1952 que le budget est équilibré ou excédentaire durant deux exercices consécutifs.

Bénéfices des sociétés. Les bénéfices des sociétés ont remonté au cours du quatrième trimestre de 1998, mais accusent néanmoins une baisse de 5,3 % pour l'ensemble de l'exercice. Les bénéfices des sociétés des industries d'exploitation des ressources ont subi le contre-coup d'une chute du prix des marchandises à l'échelle mondiale attribuable à la crise financière asiatique.



(suite de la page 5)

L'enquête d'avril 1999 a également révélé que le fonds de roulement ne pose guère de problème aux entreprises, quelle que soit leur taille. À peine 1 % des moyennes et des grandes entreprises de fabrication et 7 % des petits fabricants ont fait état de problèmes à cet égard (voir la figure 5 à la page 5). Il ressort également de l'enquête que la pénurie de main-d'œuvre qualifiée préoccupe 7 % des fabricants.

PRÊTS aux entreprises

D'après la Banque du Canada, le volume des prêts accordés aux petites et aux moyennes entreprises par les banques à charte s'établissait à 52,5 milliards de dollars au quatrième trimestre de 1998, soit une baisse de 1,3 % par rapport au volume de 53,2 milliards enregistré au quatrième trimestre de 1997. Le volume des prêts de faible valeur consentis aux entreprises a diminué de 4,6 % au cours des quatre derniers trimestres, tandis que celui des prêts de moyenne valeur a augmenté légèrement, soit de 1,3 %, depuis le quatrième trimestre de 1997 (voir les figures 6 et 7). Cependant, le volume des prêts de valeur élevée (5 millions de dollars ou plus) aux entreprises a augmenté de 14,3 % au cours des quatre derniers trimestres.

TRAVAIL indépendant

Le nombre de travailleurs indépendants (selon la définition figurant dans *Information population active*, n° de catalogue 71-001 de Statistique Canada), s'établissait à 2 614 900 à la fin du premier trimestre de 1999, soit environ 18 p. 100 des personnes occupant un emploi. Le nombre de travailleurs indépendants s'est accru de près de 25 300 au cours des trois premiers mois de 1999.

Comme le montre la figure 8, qui présente en détail l'accroissement du pourcentage de travailleurs indépendants selon la province entre 1989 et 1998, la Colombie-Britannique mène le bal, avec une augmentation impressionnante de 72 % au cours de cette période de 10 ans, suivie de l'Alberta (47 %), de l'Ontario (43 %) et de Terre-Neuve (39 %).

Figure 6 : Prêts de faible valeur consentis aux entreprises par les banques à charte (moins de 500 000 \$)

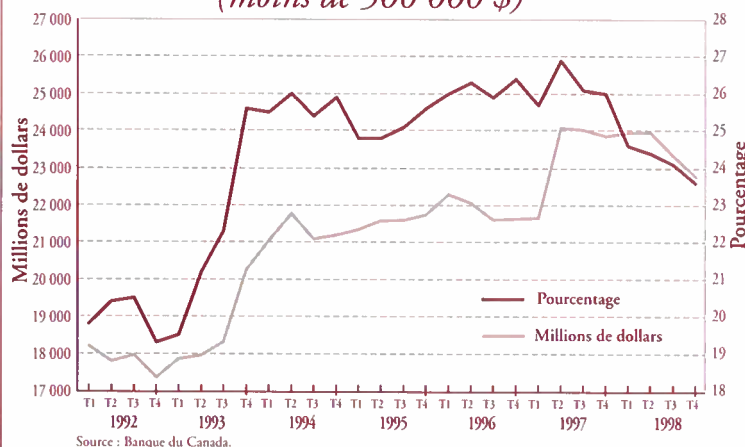


Figure 7 : Prêts de valeur moyenne consentis aux entreprises par les banques à charte (de 500 000 \$ à 5 millions de dollars)

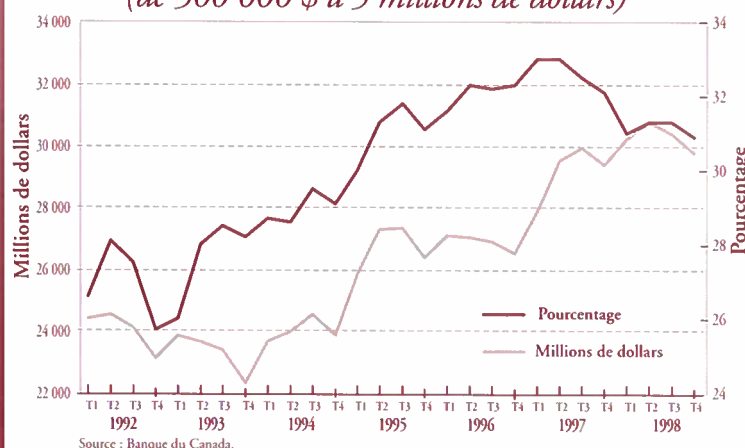
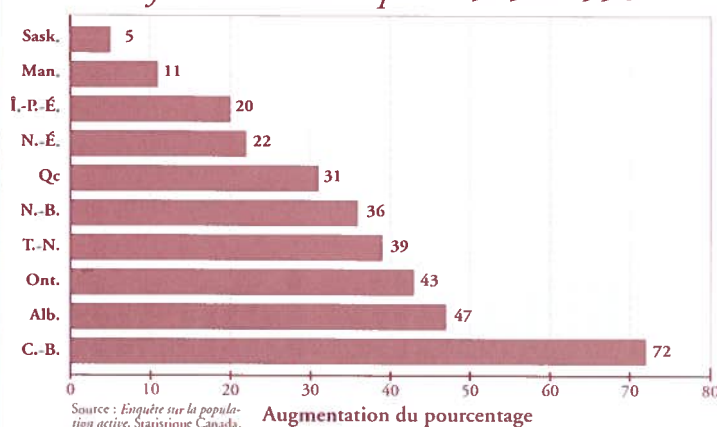


Figure 8 : Augmentation du pourcentage de travailleurs indépendants selon la province, moyennes annuelles pour 1989 à 1998



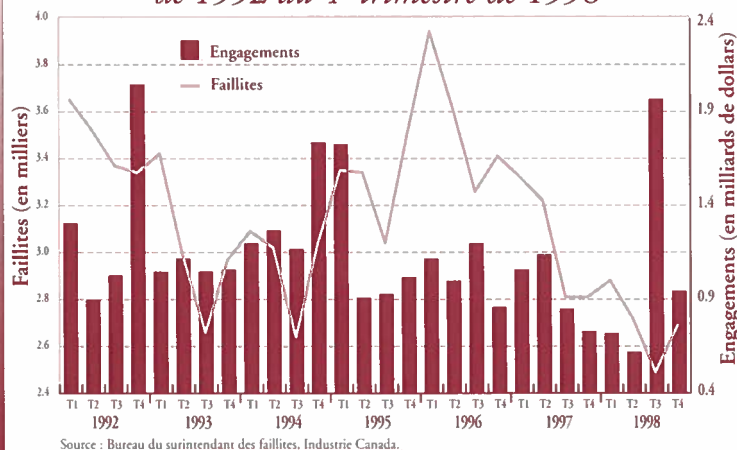
FAILLITES commerciales

Le nombre de faillites commerciales est passé de 2 486 au troisième trimestre de 1998 à 2 693 au quatrième trimestre, soit une augmentation de 8,3 %. Cependant, il s'agit d'un recul de 21 % par rapport aux 3 408 faillites commerciales enregistrées au cours du quatrième trimestre de 1996.

Le passif lié aux faillites a augmenté de 29,5 % par comparaison avec le quatrième trimestre de 1997 (il serait trompeur de comparer les chiffres du quatrième trimestre de 1998 avec ceux du trimestre précédent en raison de la faillite d'une grande entreprise enregistrée au cours du dernier trimestre) – voir la figure 9.

Le secteur de la pêche et du piégeage affiche l'amélioration la plus marquée au chapitre des faillites par rapport à l'an dernier, soit un recul de 30 %. Viennent ensuite les secteurs du transport et de l'entreposage (25 %), de la santé et des services sociaux (24 %) et du commerce de gros (24 %), suivis de ceux de l'exploitation forestière et des services forestiers (16 %) et des intermédiaires financiers et des assurances (14 %). En revanche, on observe une augmentation de 45 % du nombre de faillites dans le secteur de l'exploitation des mines et des carrières, suivi de celui des services d'enseignement (12 %).

Figure 9 : Faillites commerciales et engagements connexes du 1^{er} trimestre de 1992 au 4^e trimestre de 1998



(suite de la page 4)

obtenir de plus amples renseignements sur cette mesure, on peut consulter les communiqués n^{os} 98-057 et 99-047 du gouvernement du Canada, respectivement du 11 juin 1998 et du 2 juin 1999, diffusés sur le site Web du ministère des Finances (<http://www.fin.gc.ca>) ou communiquer avec le Centre de distribution à Ottawa par téléphone (613) 995-2855 ou par télécopieur (613) 996-0518.

CIPE 1999

L'économie dynamique d'aujourd'hui offre de nouveaux défis et de nouvelles possibilités aux 2,5 millions de petites entreprises canadiennes désireuses de réussir dans l'économie du XXI^e siècle. C'est pourquoi le gouvernement du Canada appuie les activités novatrices, comme le 26^e Congrès international de la petite entreprise (CIPE) de 1999, qui permettent aux petites entreprises de nouer des liens et de prendre leur essor.

Depuis ses débuts en 1974, le CIPE défend les intérêts des petites entreprises dans le monde entier. Ce congrès annuel réunit des représentants des secteurs public et privé afin de leur enseigner des façons ingénieuses pour faire prospérer les petites entreprises dans l'économie mondiale.

Le CIPE de 1999 se tiendra du 12 au 15 octobre 1999, au Palais des congrès du Toronto métropolitain. Présenté en collaboration avec la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI), le Congrès aura pour thème « La petite entreprise, c'est l'intelligence en affaires ». Quatre sous-thèmes seront au programme, en l'occurrence le commerce international, la technologie, les ressources humaines et l'entrepreneuriat.

« Le CIPE offre un cadre idéal pour échanger des idées et se renseigner sur les pratiques et les politiques appliquées un peu partout dans le monde au sujet des PME, a déclaré M. John Manley, ministre de l'Industrie. Le Congrès constitue aussi une tribune où le Canada peut mettre en lumière ses petites entreprises modèles et se faire valoir comme étant un lieu privilégié pour la conduite des affaires. »

M. John Bulloch, président-fondateur de la FCEI, précise : « Le Congrès présente un cadre concret pour l'examen des dossiers et des idées intéressant les petites entreprises du XXI^e siècle. La nouvelle formule que nous proposons mettra l'accent sur les réunions-débats, ce qui donnera aux entrepreneurs l'occasion de participer directement au Congrès. »

Le Congrès devrait rassembler plus de 1 000 entrepreneurs, dirigeants du milieu des affaires et des associations professionnelles, fournisseurs de services aux PME, représentants des administrations publiques et universitaires qui ont à cœur de renforcer la petite

(suite à la page 8)

(suite de la page 7)

entreprise. Le Programme de jumelage des entreprises a été créé expressément pour permettre aux participants d'échanger des informations et d'explorer des partenariats d'affaires.

En outre, dans le cadre d'une séance spéciale d'une demi-journée, le Programme des entrepreneurs permettra à des centaines de PME locales de mettre à profit ce rassemblement de dirigeants de petites entreprises et de spécialistes. Enfin, une foire commerciale organisée sur place fournira à 50 exposants une occasion unique de se faire connaître sur cette tribune internationale.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur le 26^e CIPE, visitez notre site Web (<http://strategis.ic.gc.ca/cipe>).

Pour vous renseigner sur les frais ou les formalités d'inscription ou la réservation d'une chambre d'hôtel, veuillez communiquer avec le :

Secrétariat des inscriptions du CIPE 1999
Téléphone : (613) 238-2304
Télécopieur : (613) 236-2727
Courriel : isbc99@intertask.net

Pour toute autre information, adressez-vous au :

Secrétariat du Congrès
Industrie Canada
Téléphone : (613) 954-5478
Télécopieur : (613) 954-5492
Courriel : isbc1999@ic.gc.ca

Bulletin trimestriel sur la petite entreprise Bureau de l'entrepreneurship et de la petite entreprise

Le *Bulletin trimestriel sur la petite entreprise* est publié par le Bureau de l'entrepreneurship et de la petite entreprise d'Industrie Canada. Il permet de connaître en un clin d'œil les plus récentes tendances dans le secteur de la petite entreprise au Canada.

Veuillez faire parvenir vos commentaires au rédacteur :

Rizak Abdullahi
Bureau de l'entrepreneurship et de la petite entreprise
Industrie Canada
Bureau 505A
235, rue Queen
Ottawa (Ontario) K1A 0H5
Téléphone : (613) 954-3601
Télécopieur : (613) 954-5492
Adresse électronique : abdullahi.rizak@ic.gc.ca

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada (Industrie Canada) 1999

ISSN 1205-9099

52743B



Contient 10 p. 100
de matières recyclées

Financement par capitaux propres pour les petites entreprises

Si les stratégies déterminent la « marche à suivre », les forums d'investisseurs sont le moyen auquel peuvent recourir les entrepreneurs à la recherche d'investisseurs et de capital de risque. Ces forums offrent une nouvelle tribune pour faire valoir l'aspect pratique et la valeur économique des nouvelles idées, des inventions et même des améliorations apportées aux produits. Dans l'espoir de trouver les capitaux propres dont ils ont besoin pour leur entreprise, les entrepreneurs qui participent à ce type de forum font part de leur cheminement à un groupe de sociétés d'investissement en capital de risque et de particuliers ayant de l'argent à investir. Ces rassemblements novateurs sont de plus en plus répandus dans toutes les régions du pays, car ils portent réellement fruit : plusieurs PME y trouvent le financement par capitaux propres requis. Plusieurs collectivités participant au Plan d'investissement communautaire du Canada (PICC) ont connu beaucoup de succès dans la foulée de ce nouveau phénomène. London, Niagara Falls, Kitchener-Waterloo et Saint-Hyacinthe ne sont que quelques-unes des collectivités qui continuent de bénéficier de ces activités. Pour obtenir de plus amples renseignements sur les forums d'investisseurs ou en organiser un dans votre collectivité, communiquez avec Marsha Warren, par téléphone au (613) 952-5095 ou par courriel (warren.marsha@ic.gc.ca).

Calculatrice des frais bancaires pour PME

On trouvera sur le site Web *Sources de financement* la Calculatrice des frais bancaires pour PME. Cet outil aidera à comparer les frais mensuels de la plupart des comptes commerciaux pour les PME offerts par les principales institutions financières du Canada. La Calculatrice prendra la forme d'un questionnaire interactif : le programme se servira des données entrées par les utilisateurs pour établir leur profil d'utilisation de services financiers afin d'obtenir des résultats personnalisés pour les différentes institutions financières. Les entrepreneurs pourront ainsi comparer, en fonction de leurs habitudes d'utilisation, les frais mensuels de 52 comptes commerciaux pour les PME. La Calculatrice aidera les petites entreprises à choisir le forfait répondant le mieux à leurs besoins.

Offerte par Industrie Canada sur son site Web *Sources de financement* (<http://strategis.ic.gc.ca/sources>), la Calculatrice des frais bancaires pour PME vient enrichir une base de données qui constituait déjà une précieuse mine de renseignements pour les PME à la recherche de financement. En consultant *Sources de financement*, les PME trouveront des sources de financement classiques et nouvelles. Le site renferme une puissante base de données consultable qui répertorie des bailleurs de fonds, donne des conseils pour l'obtention de financement et communique de l'information sur les sociétés d'affacturage, les sociétés de crédit-bail, le capital de risque, etc. Les utilisateurs trouveront par ailleurs dans la section « Outils du site » un vaste répertoire de ressources documentaires ainsi que la Calculatrice location ou achat, qui les aide à décider s'il est préférable de louer ou d'acheter l'équipement dont elles ont besoin.